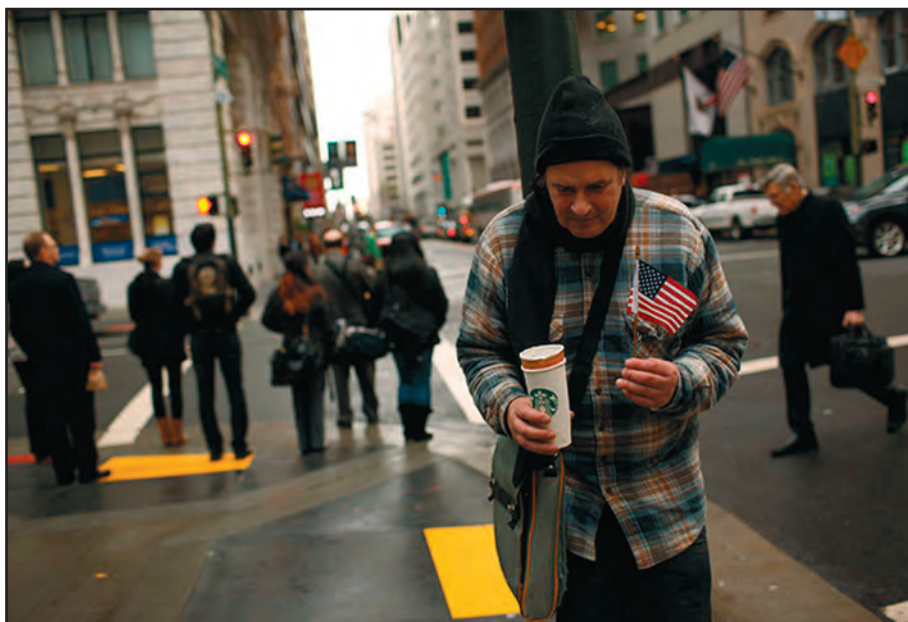


le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



Éditorial :

DES TEMPS TRÈS DURS S'ANNONCENT

On n'avait jamais vu ça. Le président américain Obama occupé à chauffer des salles lors de la campagne de Madame Clinton. Des officiers de l'armée disant que la sécurité des EE UU était en danger si le candidat républicain était élu. Wall Street annonçant le chaos total pour l'économie mondiale; que Trump gagnant ce serait comme mille brexits. Les médias, dont le New York Times, icône des icônes de la presse mondiale, faisant une campagne véhémement pour éviter la victoire de Trump. L'éditorialiste du Monde, Sylvie Kauffman, pourtant très anti-Trump, avouait que dans cette campagne « les journalistes ont jeté aux orties la sacrosainte objectivité pour passer au journalisme de combat ». Et pourtant les électeurs ont parlé et ont arrêté net les prétentions de la candidate soutenue et financée par la banque et en particulier Goldman Sachs d'arriver au pouvoir; le projet des néoconservateurs,

dont la famille Bush, qui voulaient conduire l'Amérique à l'affrontement avec la Russie de manière à favoriser l'industrie de l'armement qui les finance et chercher, en suscitant le désordre planétaire, à maintenir la précaire hégémonie américaine. Ainsi, s'il y a un gagnant, c'est peut-être le besoin urgent d'apaisement dans les relations internationales.

Mais il y a aussi de grands perdants et ils sont nombreux. Ce sont les millions d'immigrés établis dans ce pays cherchant très durement à survivre et victimes, avec la population noire, des conceptions très xénophobes de Trump. Le climat aussi subira les politiques de cet irresponsable climato-sceptique. Piètre issue, en somme, de cette importante élection.

Chez nous, l'épisode de la résistance wallonne à l'imposition du CETA par les

L'invité du DR :

Antonio Cacciolo

« Résister à l'hégémonie bourgeoise »

Freddy Visconti

Caterpillar : le capitalisme dans sa splendeur

Anne-Marie Guillaume

CETA : La victoire nuancée des lobbys

Martin Willems

Jobs, jobs ? Flops, flops !

Vladimir Caller

Alep, Mossoul, Tel-Aviv

Marie-France Deprez

Grèce : je résiste et je soigne

Marc Pierret

I, Daniel Blake de Ken Loach

Antonio Cocciolo : **« Se rassembler pour résister à l'hégémonie de la bourgeoisie »**

Syndicaliste de combat connu pour la clarté de ses convictions et la détermination de ses engagements Antonio Cocciolo a travaillé pendant 27 ans à Caterpillar-Gosselies ; comme ouvrier tout d'abord (il est électromécanicien de formation) puis comme délégué et enfin président de Fédération des Métallurgistes FGTB Hainaut-Namur et de la FGTB Charleroi & Sud Hainaut, postes qu'il occupe actuellement.

Héritier d'un long parcours de luttes et de résistances, Antonio n'hésite pas à dire que ce que nous vivons actuellement est la manifestation même de la perversité du système capitaliste, et que les gestionnaires de ce système restent prompts à continuer leurs activités prédatrices. D'où l'urgence de l'unité des travailleurs dans les luttes à venir. Le Drapeau Rouge se réjouit de lui ouvrir ses pages.

Le Drapeau Rouge.- Au-delà des conséquences sociales pour les travailleurs de Caterpillar et ceux de sa sous-traitance, qu'est-ce que la fermeture de cette entreprise vous inspire du point de vue humain étant donné votre très long parcours dans cette entreprise ?

Antonio Cocciolo.- C'est bien sûr une émotion particulière car j'ai travaillé près de trois décennies dans cette entreprise. Mais c'est aussi un énorme senti-

ment de colère de voir un financier débarquer du jour au lendemain, de nulle part et fracasser en 25 minutes, mes camarades et moi, les travailleurs de cette usine que nous avons construite pendant 60 ans de dur labeur. Nous, les travailleurs de Caterpillar avons réussi à faire en effet, de cette usine un foyer de solidarité où des travailleurs venant de cultures différentes vivaient et travaillaient dans la fraternité et la solidarité ; ce qui est très important pour la région. C'est pour cela aussi que le choc a été dur à encaisser. Cela dit, après le coup, l'émotion et la colère ont rapidement laissé place à la volonté d'organiser la lutte contre cette injuste fermeture.

Le DR.- Comment évaluez-vous la réponse que les autorités régionales et fédérales ont donnée à propos de la décision de la Direction de Caterpillar ?

A. C.- Dans un premier temps, l'onde de choc a été très importante. Comment imaginer qu'une entreprise aussi moderne et aussi compétitive que Caterpillar Gosselies, faisant de très importants bénéfices, puisse envisager de fermer ses portes d'un moment à l'autre ? Il faut signaler que Caterpillar a toujours été, depuis son installation en Belgique, le laboratoire des recettes libérales adoptées, en concertation avec le grand patronat, par les différents gouvernements qui se sont succédé que ce soit en termes de flexibilité mais également d'incitants fiscaux et sociaux. L'agression de la Direction de Caterpillar était si manifeste que l'on a même entendu des responsables libéraux parler de « limites d'un système » et employer le terme « réquisitions » comme réponse. Même la N-VA a eu des mots très durs à la chambre sur l'attitude de la multinationale ; c'est dire.

Mais une fois l'onde de choc médiatique passée et épuisée l'utilisation démagogique de notre dossier, on a vu des réflexes, quasi pavloviens, revenir en force avec l'adoption par ce gouvernement d'un budget antisocial d'austérité,

rempli une nouvelle fois de mesures en faveur des grandes entreprises et pénalisant les travailleurs. Exactement les mêmes recettes qui nous ont menés droit dans le mur chez Caterpillar. Ce qui montre, sans aucun doute, que l'opération Caterpillar n'est qu'un maillon d'une chaîne de mesures et de fermetures que les politiques néolibérales nous préparent.

Cela dit, nous sentons une certaine volonté des autorités régionales d'essayer de trouver une solution industrielle pour ce site mais, étant donné le carcan libéral européen qui les encadre inévitablement et sans les véritables instruments de réappropriation des outils de production indispensables à une franche sortie de crise, les probabilités d'arriver à cette solution restent très faibles. D'autant plus qu'il manque l'indispensable volonté politique qui devrait accompagner cette démarche. Nous avons senti toutes les limites également au niveau européen puisqu'il a été impossible d'obtenir l'approbation d'une motion, même symbolique, condamnant la décision de fermeture (à une voix près 314 vs 315) puisque l'ensemble de la droite s'y est opposée et ce, y compris des parlementaires belges, membres de ces partis qui, quelques semaines plus tôt, n'avaient pas de mots assez durs pour qualifier l'attitude de Caterpillar.

Le DR.- ...et celle des organisations syndicales ?

A. C.- Les travailleurs et leurs représentants syndicaux se sont montrés plus que dignes dans cette épreuve. Ils ont commencé, très rapidement, à s'organiser de manière à participer aux structures collectives destinées à défendre concrètement leurs droits. C'est ainsi qu'ils ont eux-mêmes mis les outils de travail en sécurité avec l'objectif de les protéger alors que la direction fuyait ses responsabilités et passait son temps à achever son néfaste projet. En tant que responsable syndical, je ne peux que leur exprimer ma plus grande fierté.

Aujourd'hui, nous organisons la résistance. Nous avons mené deux grandes actions à Charleroi et nous projetons de manifester fin novembre à Genève pour dénoncer les abus de cette entreprise qui en plus de mettre les gens au chômage, organise l'évasion fiscale pour ne pas assumer ses responsabilités tribu- taires. La procédure Renault est lancée et nous ne nous résignons pas à cette annonce. Notre organisation syndicale déposera des alternatives solidaires face à cette menace.

Le DR.- L'entreprise justifie sa décision en invoquant des raisons de « compétitivité » vis-à-vis de la concurrence internationale et de la situation du marché. Que répondez-vous à ces affirmations ?

A. C.- Ce sont des arguments mensongers. Le site de Gosselies est parmi les plus lucratifs et

compétitifs du Groupe. En 2013, une réorganisation avait déjà coûté plus de 1000 emplois (un sacrifice consenti à l'époque, par les travailleurs dans l'illusion de préserver le site). En réalité, les installations sont hypermodernes et les travailleurs sont d'une productivité très élevée. C'est Caterpillar qui a créé sa propre surcapacité, en multipliant les acquisitions et la création de filiales dans des régions avec un contre-pouvoir syndical faible. En pleine crise financière, ils ont créé de nouvelles unités de production qui recevront, dans le plan de démantèlement organisé par la direction, une partie des productions de Gosselies. Par ailleurs, s'il est vrai que le marché du génie civil n'est pas au mieux de sa forme, c'est aussi lié aux politiques d'austérité promues par les multinationales puisqu'elles créent un ralentissement des investissements publics dont la capacité de production de Caterpillar est très dépendante. Aujourd'hui, ils sont occupés à faire payer aux travailleurs les conséquences de leurs propres décisions stratégiques et des orientations politiques qu'ils défendent.

Le DR.- Au-delà du cas Caterpillar, l'actualité nous montre que le grand patronat ne se prive pas d'imposer sa politique de rentabilité à tout prix dans tous les secteurs ; le cas de l'ING le démontre avec éclat. De son côté le gouvernement prépare un projet de budget inspiré par le patronat et les politiques antisociales de l'Union Européenne. Qu'est-ce que vous pensez de ce projet de budget ? Le parti du patronat ne nous donne-t-il pas un exemple d'unité et de cohérence ?

période de stage de 6 mois à 1 an dans le cadre des indemnités maladie/invalidité et réintroduit des salaires bruts réduits pour les travailleurs de moins de 21 ans.

Le DR.- Face à cette situation et à ses lugubres perspectives, ne croyez-vous pas qu'il est grand temps d'associer la gauche radicale au mouvement syndical comme l'a souhaité en son temps Daniel Piron ?



A. C.- Dans ce cadre, nous avons une position claire à la FGTB de Charleroi Sud-Hainaut par rapport à l'appel du 1^{er} Mai 2012 et la rédaction d'un programme anticapitaliste d'urgence en 10 points sur lequel nous avons appelé les forces progressistes à se prononcer. Aujourd'hui, les mesures antisociales s'accroissent. Il est urgent qu'une véritable alternative

A. C.- Comme je le disais plus haut, ce budget est certainement le plus antisocial des 30 dernières années. Les attaques sont très lourdes sur notre système de santé avec des conséquences lourdes sur les institutions de santé et leur personnel mais surtout sur la capacité de chacun à pouvoir se soigner. Les mesures prévues sur les périodes assimilées à la comptabilité du temps de travail, vont avoir des effets importants sur les pensions des travailleurs. On parle de pertes mensuelles pouvant dépasser les 100 euros. Les femmes sont particulièrement visées dans ce cadre, car elles connaissent en moyenne plus de périodes d'inactivité durant leur carrière.

Les mesures structurelles concernant l'annualisation du temps de travail et la réforme de la loi de 96 sont aussi des attaques lourdes sur les conditions de travail et de rémunération des travailleurs. Avec en arrière-plan, la volonté de mettre définitivement sur la touche le contre-pouvoir syndical à tous les échelons. Ce budget est également pénalisant pour les jeunes, puisqu'il allonge la

politique se mobilise autour des revendications du monde du travail. Si ce gouvernement est reconduit, y compris après 2019, les dégâts seront incalculables. C'est là l'actualité de notre appel, aujourd'hui ; la vraie Gauche doit mobiliser dans les luttes, remettre ses thématiques en avant, se rassembler pour résister et enrayer ce que Gramsci appelait l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie. Cela implique de mobiliser largement, dans les organisations, la société civile, les mouvements culturels, les partis qui sont prêts à défendre ces revendications etc. et ce, y compris au niveau européen.

Nous n'avons aujourd'hui pas d'autre choix, sous peine de voir s'affaiblir d'abord, et disparaître très rapidement ensuite, les capacités militantes et de lutte qui sont indispensables pour établir le rapport de force nécessaire à la victoire de la cause des travailleurs. ■

Propos recueillis par Vladimir Caller

L'affaire Caterpillar ou le capitalisme dans sa splendeur

Freddy Visconti

Le 2 septembre 2016, l'entreprise américaine Caterpillar a annoncé la fermeture de l'usine de Gosselies (Région Wallonne), causant la perte de 2.200 emplois directs mais aussi de 4.000 emplois chez tous les sous-traitants (sans compter les "non répertoriés" comme par exemple les travailleurs du zoning commercial City Nord à 500m de l'usine de Gosselies qui appréhendent la fermeture effective en avril 2017). Une fois de plus ce sont les travailleurs et leurs familles qui paient pour garantir les dividendes des actionnaires. Car s'il y a eu la crise systémique de 2008 qui a causé une récession dans les mines ainsi que la forte chute du prix du pétrole, il y a aussi les effets de la politique d'austérité de l'Europe. Austérité étrangeant les pouvoirs publics qui réduisent les grands chantiers, donc la demande des gros engins de chantier. Mais surtout c'est la recherche du profit sans réserves et sans scrupules qui est le fil rouge de la politique patronale (comme un peu partout).

Le Groupe Caterpillar est un spécialiste de la réduction de la masse salariale et un partisan de la manière forte depuis de nombreuses années, à commencer par

son fief des USA. Par exemple : en 2012, Caterpillar a imposé une baisse de salaire de 50% aux travailleurs de l'usine de London dans l'Ontario (Canada), puis n'a pas hésité à transférer la production dans l'usine de Muncie dans l'Indiana (USA)¹. Le sport favori du groupe c'est la chasse aux syndicalistes et il délocalise en interne ses unités dans les états américains qui combattent les droits syndicaux. Tous ces comportements sont favorisés parce qu'en Ohio, siège de la maison mère de Caterpillar, les entreprises bénéficient d'une disposition légale, dite « chapter11 » qui permet de faire vivre pendant des années une société en faillite. C'est dans le cadre de sa réorganisation stratégique face à la montée en puissance de la Chine² que Caterpillar a affaibli Gosselies en 2013 en licenciant 1300 personnes et en délocalisant une partie de la production. Mais auparavant, déjà en 2011, la multinationale américaine avait créé une société de droit suisse de manière à gérer le site de Gosselies et ce pour bénéficier de la loi belge sur les rulings fiscaux et vider les caisses de l'entreprise³. En toute légalité donc ; plus exactement en toute complicité avec l'administration belge toujours prête à satisfaire les exigences de profit du grand patronat !

C'est pour ces raisons que les syndicats dénoncent le laxisme des lois belges qui permettent de fermer et licencier quasi sans difficulté ; ils ont également compris que la clé pour assurer le respect du droit des travailleurs est politique et ils doivent mettre une intense pression sur le gouvernement pour qu'il prenne ses responsabilités et défende le tissu industriel et les emplois de la région. Ainsi, il est du devoir des forces politiques de mettre en garde les travailleurs ! Surtout ne pas se laisser manœuvrer par le gouvernement et le patronat qui utiliseront toutes les manœuvres possibles pour les démobiliser et les tromper. Notamment avec l'application de la « Loi Renault », qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a jamais réellement sauvé les emplois. Au passage, un « remerciement » tout particulier à Laurette Onkelinx qui est l'initia-

trice de cette « Loi Renault » destinée à faire cesser les grèves et à remettre au travail les victimes jusqu'à l'hallali final. Il faut savoir qu'en général une restructuration ou une fermeture se préparent longtemps à l'avance (à Gosselies, cela a pris au moins 3 ans) et de grands groupes comme Caterpillar, ING, ArcelorMittal, préparent leur sale coup avec une batterie d'experts, de consultants en tout genre pour les aider à réussir. En deuxième ligne arrivent les politiques et les médias pour faire accepter ces mesures et couper court à la résistance. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et avec leurs organisations syndicales exiger du gouvernement la mise sous séquestre de tous les avoirs et outils de Caterpillar. Puisqu'il quitte le camp, que Caterpillar restitue alors tous les cadeaux fiscaux et financiers qu'il a reçus.

Rester isolés c'est la défaite assurée ! Les travailleurs de Caterpillar Grenoble qui se sont battus aussi contre une restructuration et savent qu'ils ne sont qu'en sursis, doivent être appelés à la rescousse (une délégation est d'ailleurs venue à la manifestation du 16 septembre à Charleroi). Ainsi que les travailleurs de ING, Trucks Technics et tant d'autres... Ce n'est que par un combat acharné et élargi au maximum que les travailleurs pourront créer le rapport de forces favorable et indispensable pour obliger les politiques à arrêter leur comportement de laisser-faire en faveur des entreprises et enfin agir pour faire respecter le monde du travail.

Vœux pieux lorsqu'il s'agit du gouvernement que nous avons ; il est évident qu'il ne faut rien attendre de lui et que la première des conditions pour avoir un début de solution durable est de l'éconduire. Seule manière d'envisager une autre politique. ■

¹ <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/caterpillar-closes-diesel-office-lays-off-50-in-london-ont/article26833707/>

² <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-03-15/caterpillars-chinese-lessons>

Journal

³ Le soir 23-09-2016

CETA : la victoire nuancée des lobbys de la finance internationale

Anne-Marie Guillaume

Les pressions des milieux politiques proches des multinationales visant à faire passer le CETA furent énormes ; la résistance du mouvement syndical, des associations citoyennes et des partis de gauche fut méritoire même si elle ne put aboutir vu que le Président du parlement wallon chargé de la négociation se montra incapable de faire face aux forces de l'argent et finit par s'incliner. D'une certaine manière, on peut donc se rendre à l'évidence et dire que oui, Charles Michel et Geert Bourgeois peuvent à bon droit triompher et déclarer que « pas un iota du Traité n'a été modifié et les protections obtenues sont pour la plupart fragiles et contournables ».

Durant ces journées, les institutions européennes ont donné un triste spectacle révélant leur véritable conceptions de la démocratiques : émettre la moindre objection sur le Traité, relayer la mobilisation de la société civile contre le Traité constitue une raison suffisante pour déchaîner menaces et ultimatums à répétition.

De son côté, le président du Parlement wallon, Paul Magnette, cherchant à dissimuler ses reniements se proclame vainqueur. Selon lui, le fait d'avoir ajouté un document d'interprétation suffit pour protéger nos droits et finalement, le CETA servirait à développer nos économies et à créer des emplois. Or ce spécialiste du droit européen sait parfaitement qu'un document annexé à un Traité n'a aucune

valeur normative et que si un conflit survenait entre une des protections obtenues par ce document et le CETA, la force de loi resterait au Traité. Il sait aussi que le fait d'avoir obtenu que ce soit des juges indépendants qui siègent dans les tribunaux spéciaux pour arbitrer des litiges entre investisseurs et États ne garantit rien puisque l'histoire nous montre que l'indépendance de ces juges est toute relative et que dans les faits, ils rouleront toujours ou presque en faveur des puissances de l'argent. Une illusion semblable apparaît lorsque les négociateurs belges se réjouissent du fait qu'une consultation aurait lieu auprès la Cour européenne de Justice sise à Luxembourg pour qu'elle établisse la pertinence ou non, sur le plan juridique, de ces tribunaux spéciaux. Or les dockers européens, les syndicalistes suédois, connaissent très bien cette Cour de justice qui, systématiquement, dans toutes ses décisions a favorisé les politiques les plus réactionnaires sur le plan social, plus concrètement sur les droits de travailleurs lorsqu'ils essaient de se défendre du dumping. On ne voit pas pourquoi elle ne se mettrait pas, une fois de plus, au service des intérêts des grandes multinationales. Elles sont donc bien dérisoires les « victoires » dont se vante le dirigeant du PS.

En ce qui concerne les avancées sociales, Paul Magnette sait, ou en tout cas devrait le savoir, qu'une étude récente de la Tufts University concernant le CETA, dirigée par un haut fonctionnaire des Nations Unies et une équipe d'universitaires et publiée dans l'édition de septembre du Monde Diplomatique révèle que l'accord de libre échange avec le Canada détruirait un peu plus de 200 000 emplois en Europe et réduirait les revenus des employés d'environ 650 euros annuels. On peut argumenter qu'il s'agit d'études académiques, de prévisions d'universitaires fondées sur la froideur des statistiques... d'où l'importance aussi de se référer à des expériences sur le terrain et qui font l'his-

toire de ces traités commerciaux. À ce titre, le cas de l'ALENA est exemplaire. Il s'agit d'un traité unissant les États-Unis, le Canada et le Mexique. Comme résultat



de ce traité, des milliers de petites, moyennes et quelques grandes industries de l'Amérique du Nord se sont implantées au Mexique « fabriquant » des centaines de milliers de chômeurs en particulier aux États-Unis ; travailleurs abandonnés qui aujourd'hui mettent leurs espoirs dans la candidature de Trump qui se présente comme antisystème et opposé à ce genre de traités.

Du côté du Mexique, pays connu pour avoir été le premier exportateur de maïs du monde le voilà grâce à l'ALENA, devenu importateur de maïs transgénique américain avec comme conséquence que le consommateur mexicain doit oublier l'excellente qualité du maïs national et que des centaines de milliers de paysans, devenus chômeurs, abandonnent leurs terres pour peupler les innombrables bidonvilles du pays. Et ici, il ne s'agit pas de présomptions académiques. Le CETA menace particulièrement les agriculteurs et l'on peut se demander si « l'exception agricole » pourra vraiment les protéger. En Belgique, ils ont été parmi les premiers à lancer l'alerte et jamais ils n'ont lâché la bataille. Aujourd'hui leur inquiétude subsiste. N'empêche, nous fûmes nombreux à rêver un moment que Paul Magnette allait tenir jusqu'à la fin, à penser que le jeune président du Parlement wallon allait contredire cette tradition qui veut que la social-démocratie participe aux batailles de contestation sociale pour finalement renoncer. Hélas, notre attente ne dura pas longtemps et le comportement du patron du PS de Charleroi ne fit que confirmer cette triste tradition. ■

Jobs, jobs, jobs ?

Flops, flops, flops.

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

Le titre de cet article, repris du tract du front commun syndical du 7 octobre, illustre bien l'écart entre les emplois annoncés par ce gouvernement et la sale réalité de cet automne. ING, Caterpillar, Axa, P&V, IBM, CP Bourg, Doosan, ... autant de restructurations et de procédures « Renault », sans compter les dizaines d'autres qui n'ont pas l'attention des média.

Faciliter les licenciements pour qu'il y en ait moins ?

Quand donc ce gouvernement comprendra-t-il que ce n'est pas en faisant plus de cadeaux encore aux entreprises qu'elles renverront l'ascenseur ? Les entreprises ne sont pas des associations de charité, elles le montrent assez et le disent sans complexe. Pour elles, les travailleurs ne sont plus qu'un coût qu'il faut diminuer au maximum. Il ne saurait être question pour aucune entreprise d'engager (ou de garder) un travailleur qui ne serait pas tout à fait indispensable, même si ce travailleur est à moitié prix. Au mieux on provoquera un effet d'aubaine et des travailleurs jugés chers seront licenciés pour être remplacés par des travailleurs en solde. Quand donc ce gouvernement comprendra-t-il que ce n'est pas en rendant les licenciements moins chers et plus faciles que leur nombre diminuera ? Se souvient-on que dans l'accord de gouvernement, en page 12, est écrite l'intention suivante : « *adapter le cadre réglementaire concernant la fermeture d'entreprises et le licenciement collectif prévu par la loi Renault en vue de procédures plus courtes pour offrir une clarté plus rapide dans l'intérêt des entreprises et travailleurs concernés. Dans le cas d'une restructuration, un conciliateur social peut conclure la première phase.* »

En clair : le gouvernement veut raccourcir la procédure « Renault ». Cette procédure est celle que l'employeur doit suivre quand il a l'intention de restructurer et de procéder à un licenciement collectif. Elle consiste en une période d'information et de consultation (que certains appellent, à tort, la première phase) pendant laquelle l'employeur doit obligatoirement répondre à toutes les questions des représentants du personnel, chercher des alternatives et des mesures diminuant les conséquences sociales des licenciements.

Or ce qui donne justement un certain rapport de force, ce qui fait que les directions prennent les représentants du personnel au sérieux et répondent à leurs questions, c'est justement que cette procédure d'information et de consultation soit aujourd'hui de durée non limitée. Tant que l'employeur n'a pas répondu complètement à toutes les questions et suggestions des représentants du personnel, il ne peut pas licencier de travailleurs. Si demain le gouvernement changeait cela et mettait une durée maximale à la procédure, il est évident que les entreprises se contenteront d'attendre ce délai, sans prendre la peine de discuter sérieusement et sans accepter la remise en question de leur projet.

Dénigrer la loi Renault pour mieux la vider de sa force

Pour la dévaloriser, on nous dit que la procédure « Renault » ne permet pas vraiment de sauver des emplois, qu'entre l'intention de l'employeur au début et à la fin de la procédure, il y a le plus souvent le même nombre de licenciements. C'est faux.

J'ai déjà vécu plusieurs procédures « Renault » dans lesquelles, après discussion, l'employeur arrêta toute la procédure et ne licenciait personne. Dans de nombreux cas, la discussion de comment fonctionnera la société après les licenciements permet de faire prendre conscience à l'employeur que certains postes sont indispensables à la conti-

nuité de l'entreprise. Et si la procédure ne permet pas de diminuer significativement le nombre de licenciements mais au moins permet la conclusion d'un plan social, cela aura un effet bénéfique sur les travailleurs victimes, mais aussi sur l'emploi dans cette entreprise. Si les conditions du plan social rendent les licenciements plus chers pour l'employeur, nécessairement il en fera moins et il fera plus d'efforts pour les éviter dans le futur. Les plans sociaux contiennent le plus souvent des garanties d'emploi pour les travailleurs qui restent. Évidemment les licenciements évités de cette manière ne sont pas dans les statistiques du Ministère de l'Emploi.

Avec les licenciements massifs annoncés on constate encore une fois qu'on est au bout d'un modèle. Même le premier ministre Charles Michel a cru bon de le souligner.

Mais les larmes de crocodile du gouvernement ne sont sans doute que pure hypocrisie puisque son intention est justement de torpiller les outils à disposition des travailleurs pour se défendre. Le ministre Peeters a bien demandé récemment aux partenaires sociaux de réfléchir à améliorer la loi « Renault » (notamment en rendant l'analyse de l'impact sur les sous-traitants et le plan social obligatoires). S'agit-il d'une conversion ou d'un leurre, pour mieux dissimuler les intentions de l'accord de gouvernement ? Difficile aussi de croire que les organisations patronales y consentiront, elles qui qualifient volontiers la loi « Renault » de « racket organisé ».

Obliger les employeurs à rendre des comptes

Même si la loi « Renault » est un bon outil, cela ne veut pas dire qu'elle est parfaite. Elle pourrait être améliorée encore, notamment parce que les employeurs arrivent trop souvent à la contourner en étalant les licenciements. De la sorte cela apparaît comme des licenciements « au fil de l'eau », et non comme un licenciement collectif, et on

évite le critère des 10% qui enclenche la procédure « Renault ». Autre faiblesse de la loi « Renault » : l'employeur doit discuter, prendre l'avis des représentants du personnel et examiner leurs contre-propositions. Mais il ne doit pas prouver que les licenciements sont indispensables à la survie de l'entreprise, ni même que l'entreprise s'en portera mieux. Ainsi on se heurte très souvent à des explications incohérentes, peu crédibles. Les directions locales ne sont parfois pas convaincues elles-mêmes. Dans les cas de Caterpillar et d'IBM, les décisions ont été prises aux Etats-Unis, sans aucune considération des réels atouts des filiales belges. On se retrouve à la table de négociation devant des directions belges totalement impuissantes et qui n'ont pas d'autre choix que d'exécuter sans conviction les ordres reçus d'au-delà des mers. Le nombre de licenciements est décrété sur base de modèles mathématiques, ce sont de simples nombres, pourcentages et statistiques, sans aucune considération pour la réalité humaine et industrielle qu'ils représentent.

Digitaliser pour effacer encore un peu plus les travailleurs

ING annonce que la suppression d'emplois serait due à la digitalisation des services bancaires. Le ministre-président de la région wallonne, Paul Magnette, prétend que cette digitalisation va créer de nouveaux emplois. On oublie de dire que ING envisage de délocaliser son service informatique en Bul-

garie ou en Pologne, et que donc non seulement les développements software, mais aussi la gestion des serveurs et du parc informatique se feront de là-bas, à distance. Et si quelque chose ne pouvait pas être fait à distance, sans doute enverra-t-on un travailleur sous contrat bulgare pour quelques semaines en Belgique, sous statut de travailleur détaché, ce qui permettra de le faire travailler en Belgique ... aux conditions de salaire bulgares. Le conte de fées de la révolution numérique qui transformerait les actuels emplois répétitifs en emplois de haute technologie ne tient pas. Numériser, automatiser, digitaliser, c'est pour augmenter la productivité et diminuer les coûts de la main-d'œuvre. Et le travail nécessaire pour développer les programmes informatiques, les sites web, pour administrer les serveurs et configurer les machines peut maintenant très bien se faire à distance, ce que les multinationales ne se privent pas de faire, bien au contraire.

La caissière de supermarché est remplacée par une borne de « self-scanning » ou un site web de « E-shopping ». Mais cette borne et ce site sont conçus, développés, testés, configurés, contrôlés à distance depuis l'Europe de l'Est. Le concept de « numérisation » ou « digitalisation » implique toujours la possibilité de contrôler et donc de gérer à distance.

C'est une erreur de croire que l'on évoluerait nécessairement, dans notre pays, vers des emplois de plus haute qualification. La fonction de ramasseur de poubelles perdurera nécessairement

plus longtemps que certaines fonctions de directeur d'usine, de spécialiste marketing ou d'informaticien.

L'économie est trop importante pour être abandonnée aux entreprises privées

On est au bout d'un modèle. Celui qui consiste à laisser les multinationales s'organiser comme elles le veulent et prendre le beurre et l'argent du beurre : faire faire le travail là où le travailleur est moins cher, et vendre ce travail là où les consommateurs ont le plus grand pouvoir d'achat. Evidemment les consommateurs et les travailleurs sont les mêmes personnes et, à terme, ce modèle ne peut pas tenir. Mais les entreprises n'en ont cure, elles ne considèrent que leur intérêt particulier et engrangent les profits tant que c'est possible ; après elles le déluge. Numériser, digitaliser, pourquoi pas ? Si on peut faciliter la vie de (certains) consommateurs et soulager les travailleurs des tâches les plus répétitives. Mais cela doit aller de pair avec une évolution du modèle de société, avec une planification de la division internationale et de la répartition du travail. A commencer par une réduction du temps de travail sans perte de salaire, conséquence logique des gains de productivité. A défaut tous ces gains continueront de gonfler les poches des seuls rentiers, d'alimenter des bulles spéculatives et de diviser la terre entre quelques nantis et des peuples de travailleurs précaires, errant à la recherche de quelques miettes. ■

Avec l'automne, revient le festival « Cinéma d'attac » !



Cette année encore, vous pourrez y voir plus de 25 films suivis d'autant de débats.

Il s'ouvrira le 16 novembre au cinéma « Aventure » avec en avant-première, *We are many* de Amir Amirani qui nous rappellera la plus grande manifestation du monde, dans plus de

800 villes, contre le projet des États-Unis de guerre en Irak, en 2003.

La suite se déroulera au Botanique, les weekend du 18, 19 et 20 et du 25, 26 et 27

novembre. Des films et des débats sur des thèmes de société : travail, logement, environnement, décroissance et sur les peuples en lutt. Des rencontres avec des réalisateurs : Mourad Boucif (*Les hommes d'argile*), Aris Chatzistefanou (*This is not a coup*), Monique Munting (*L'esprit de la forêt*), Jean Christophe Yu (*Sur la piste de Yu Bin*)...

Un rendez-vous de débats et rencontres à ne pas manquer ■

bxl.attac.be/spip/IMG/pdf/angles_d_attac_novembre_2016_journal_electro.pdf

Alep, Mossoul, Tel-Aviv et le rôle de la propagande de guerre

Vladimir Caller

Deux grandes opérations militaires se déroulent en parallèle actuellement; l'une à Alep, ville située au nord-est de la Syrie où les forces loyales au président Bachar el-Assad essaient de déloger les combattants salafistes postés à l'est de la ville et une autre à Mossoul, théâtre d'une offensive militaire organisée par ladite 'Coalition internationale' dirigée par les Etats Unis, visant à libérer cette ville des forces de l'Etat Islamique ou Daesh; cette coalition intègre une série de pays dont la France et les pays du Golfe. Les deux villes visées par ces opérations sont des villes très importantes dans leurs pays respectifs et sont habitées par des populations très nombreuses pareillement exposées aux actions militaires en cours. Ce qui les différencie, c'est le traitement que les médias donnent à ces opérations.

Le choix bien sélectif de mots

S'agissant de Mossoul, la radio, la télévision ou la presse écrite, parlera des « islamistes », des « terroristes » ou des « jihadistes », lorsque les journalistes de ces médias feront référence aux guerriers de Daesh qui résistent à l'avancée des forces de la coalition. Ces professionnels de l'information ne sont pas avares de mots non plus pour relater comment ces « fanatiques » s'organisent pour empêcher la population d'abandonner

les lieux : ils forcent ces civils, sous peine d'égorgement, à rester sur place, servant ainsi de « boucliers humains » visant à dissuader l'adversaire militaire d'ouvrir le feu. Par contre, les mêmes journalistes qualifieront bien gentiment de « rebelles », de « combattants » ou d'« opposants » pratiquement les mêmes combattants islamistes lorsqu'ils combattent à Alep-Est les forces du président syrien. Voilà donc que pour les besoins de la cause, la manipulation de l'information en l'occurrence, les terroristes sanguinaires de Mossoul deviennent « combattants » et « rebelles » sympas lorsqu'ils agissent à Alep.

Dans ce contexte, la question de la formation des « boucliers humains » à Mossoul, mais jamais mentionnés à Alep-est mérite que l'on s'y arrête un peu. En ce mois d'octobre, la Syrie et la Russie avaient décidé de manière unilatérale de suspendre leurs bombardements à Alep afin de faciliter l'exode des civils désireux de quitter la ville. Pour ce faire, ils avaient préparé 6 couloirs humanitaires. Cependant, une bonne semaine plus tard, pratiquement aucun exode digne de ce nom n'était constaté et ce, malgré que «...selon l'ONU, la moitié des civils souhaiteraient en effet partir d'Alep-Est ». Comment expliquer alors que personne ou presque parmi cette « moitié de civils » n'ait quitté la zone profitant de la trêve ? La réponse vient peut-être d'une dépêche du correspondant de l'Agence France Presse (AFP) datée du 20.10 informant de «...combats dans un des couloirs humanitaires définis par Moscou ». Par ailleurs, des sources de presse algériennes et russes informaient qu'il y avait eu des dizaines d'exécutions perpétrées par les « combattants modérés » contre des civils lorsque ceux-ci désiraient quitter les zones de guerre. Mais aux dires des médias visiblement sous consigne, Alep-Est ne connaît pas de boucliers humains.

Ni vu ni connu à l'Ouest d'Alep

Plus édifiant encore. Avec une remarquable persévérance, les médias nous par-

lent des bombardements meurtriers sur Alep-Est et le silence est total, ou presque, lorsqu'il s'agit des bombardements sur Alep-Ouest par les forces islamistes installées précisément à l'est de la ville. Largage de milliers de bombes, roquettes, artefacts explosifs divers y compris certains contenant des armes chimiques. Mais il y a une très importante différence: l'Ouest d'Alep n'est pas le bastion armé des forces pro-Assad alors que c'est le cas de l'Est d'Alep pour les forces jihadistes. Dans ce côté ouest de la ville vit une population de plus d'un million et demi d'habitants, protégée par les forces de police et militaires du gouvernement avec des missions défensives. Les obus venant de l'Est ne tombent donc pratiquement que sur des civils ; et à défaut d'une citadelle bien localisée, ils sont tirés à l'aveugle. Concernant les conditions de survie dans cette ville, les médias nous parlent des populations privées d'eau et d'électricité sans jamais dire que les « robinets » se trouvent dans le secteur est de la ville et donc ce sont les « modérés » de l'Est qui coupent les flux. Encore une fois, silence total des médias concernant ces « détails ».

Le MIT et les sommets du mensonge

Le 21 août 2013 fut un tournant de la guerre, lorsqu'une attaque chimique de grande ampleur eut lieu dans les faubourgs de Damas. Tout de suite, la (presque) totalité des médias de masse occidentaux désignèrent Bachar el-Assad comme le responsable ; c'est lui qui aurait donné l'ordre de cette ignoble attaque. Le président Obama décréta que sa ligne rouge (« non usage des armes chimiques») avait été franchie ; le président Hollande, devançant toujours ses donneurs d'ordre de l'OTAN, se prépara à bombarder Damas. Bombardement qui finalement n'a pas eu lieu parce que, selon Hollande, Obama aurait lâchement faibli. C'est ainsi que la « vérité » officielle fut consacrée.

¹ Le Figaro, 20.10.2016, article de Georges Malbrunot, responsable Syrie du journal et reconnu comme un de ses meilleurs spécialistes

Ce que ces médias, et surtout Hollande-Fabius, ne disent pas, c'est que le « volte face » d'Obama n'était pas dû à une quelconque faiblesse. Selon le célèbre journaliste d'investigation Seymour Hersh², le changement d'avis du président serait dû au fait que le 20 juin 2013, le DIA (Defense Intelligence Agency), à savoir ses propres services d'intelli-

que au gaz sarin venait du camp des ennemis d'Assad et non de son camp. Autrement dit, on a échappé de peu à une grande conflagration aux conséquences tragiques et ce sur la base de mensonges éhontés, totalement fabriqués par nos « jihadistes », bien rasés et en costume cravate de l'Élysée, du Quai d'Orsay ou des bureaux du Pentagone.

Kennedy dont le père a été assassiné par un étudiant palestinien, ce qui l'a porté à approfondir la problématique du Moyen-Orient. Il a publié une longue analyse sur ce qu'il appelle la guerre entre son pays et la Syrie et où il affirme et démontre que ce sont les États-Unis qui ont organisé, bien avant les manif anti-Assad de la ville de Deraa en 2011, le

projet de faire tomber Bachar el-Assad pour la simple raison que les politiques du président syrien ne convenaient pas aux intérêts des grands groupes pétroliers américains. Autre grand, et énorme, silence : le rôle, très intelligent et discret comme toujours, d'Israël dans ce conflit. Personne d'autre que Hillary Clinton ne pouvait mieux le démontrer, même si c'est bien malgré elle, puisque c'est grâce à Julian Assange que l'on décou-

UNCLASSIFIED U.S. Department of State Case No. F-2014-20439 Doc No. C05794498 Date: 11/30/2015

RELEASE IN FULL

The best way to help Israel deal with Iran's growing nuclear capability is to help the people of Syria overthrow the regime of Bashar Assad.

Back to Syria. It is the strategic relationship between Iran and the regime of Bashar Assad in Syria that makes it possible for Iran to undermine Israel's security – not through a direct attack, which in the thirty years of hostility between Iran and Israel has never occurred, but through its proxies in Lebanon, like Hezbollah, that are sustained, armed and trained by Iran via Syria. The end of the Assad regime would end this dangerous alliance. Israel's leadership understands well why defeating Assad is now in its interests. Speaking on CNN's Amanpour show last week, Bringing down Assad would not only be a massive boon to Israel's security, it would also ease Israel's understandable fear of losing its nuclear monopoly. Then, Israel and the United States might be able to develop a common view of when the Iranian program is so dangerous that military action could be warranted. Right now, it is the combination of Iran's strategic alliance with Syria and the steady progress in Iran's nuclear enrichment program that has led Israeli leaders to contemplate a surprise attack – if necessary over the objections of Washington. With Assad gone, and Iran no longer able to threaten Israel through its proxies, it is possible that the United States and Israel can agree on red lines for when Iran's program has crossed an unacceptable threshold. In short, the White House can ease the tension that has developed with Israel over Iran by doing the right thing in Syria.

The rebellion in Syria has now lasted more than a year. The opposition is not going away, nor is the regime going to accept a diplomatic solution from the outside. With his life and his family at risk, only the threat or use of force will change the Syrian dictator Bashar Assad's mind.

gence, lui avaient envoyé un rapport faisant état de la production de gaz sarin par les djihadistes (le Front Al-Nosra; ceux dont Fabius disait qu'ils « *faisaient du bon boulot* ») avec l'aide de la Turquie et de l'Arabie Saoudite et que c'était là que pouvait se trouver l'origine des méfaits. Les recherches faites par le MI6 (Security Service) du Royaume Uni allaient dans le même sens et leurs responsables mirent au courant leurs collègues américains. À tout cela s'ajoute le fait qu'une équipe de spécialistes de la Massachusetts Institute of Technology (MIT), la fameuse université américaine considérée comme la meilleure au monde sur le plan des sciences et des technologies, avait publié le 14.01.2014 un rapport particulièrement rigoureux (dirigé par Richard Lloyd, ancien directeur du département d'armements des Nations Unies) dont les conclusions portaient à croire que la fameuse atta-

L'impudence de ces gens ne connaissant pas de limites, le Président Hollande et l'ancien Ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, osent confirmer leurs mensonges et se vantent de leur esprit guerrier, dans leurs derniers livres.³

Les absents de la scène du crime

Il faudrait beaucoup de place pour faire la liste des mensonges proférés concernant cette guerre et aussi celle des vérités cachées. La version officielle cherche à faire croire que tout a commencé lorsque des manifestants pacifiques furent massacrés par le régime. Mais, heureusement, l'Amérique a aussi des personnalités illustres qui nous apportent des visions plus honnêtes des choses et n'hésitent pas à dénoncer les responsabilités et les fautes de leur propre pays. C'est le cas, entre autre, de Robert Kennedy Jr., le neveu du président John

vre un mail (voir encadré à gauche) dans lequel la Secrétaire d'État déclare très clairement que « *c'est dans l'intérêt d'Israël que les EE UU sont occupés à chasser Assad du pouvoir en Syrie* » et qu'une fois la tâche accomplie, il sera possible de mieux régler le dossier iranien et de faire en sorte qu'Israël garde le monopole de la bombe atomique dans la région. Et elle finit cette pièce d'anthologie en insinuant la possibilité de la mort pour Assad et sa famille. Beau portrait de celle qui a failli devenir présidente de la première puissance militaire du monde ! ■

² Distingué deux fois par le Prix Pulitzer, la récompense la plus importante du journalisme américain; son article fut publié par la London Review of Books du 6 avril 2014

³ Conversations privées avec le président et Un président ne devrait pas dire ça pour Hollande et 37 Quai d'Orsay pour Fabius

⁴ <http://www.politico.com/magazine/story/2016/02/fk-jr-why-arabs-dont-trust-america-213601>

Chroniques du temps qui passe

Vladimir Caller

Le triste visage de l'Espagne

Pendant presque une année, l'opinion politique mondiale, et en particulier hispanophone, a retenu son souffle. Il devenait possible, en effet, que prenne fin le règne de Mariano Rajoy, un des représentants les plus malsains et corrompus de l'élite européenne. Les élections générales de décembre 2015 avaient produit un scénario politique où les forces progressistes pouvaient prétendre faire basculer le pouvoir et ce, notamment, grâce à la percée historique de Podemos, un jeune mouvement politique issu des manifestations spontanées des « indignados », qui glanait environ 20 % des voix à sa première participation à ce type d'élections. Le parti socialiste (PSOE) obtenait environ 22 % des voix et la gauche radicale « Unité populaire » (PC et autres forces) un peu moins de 4 %. Des négociations nécessairement serrées et difficiles entre les forces progressistes ont eu lieu, en particulier entre le PSOE et Podemos. Ces derniers, apparemment dopés par leur succès électoral, ont réclamé des socialistes, comme condition pour arriver à un accord, que leur soient accordés rien moins que des pouvoirs régaliens dans le nouveau gouvernement, dont la vice-présidence et des ministères comme l'Intérieur et de la Défense. Demandes qui, si satisfaites, auraient constitué un changement révolutionnaire dans l'ordre institutionnel espagnol et que, bien entendu, la social-démocratie, ne pouvait jamais accepter, même si le nouveau patron du PSOE Pedro Sanchez n'avait pas le même profil droitier que ses prédécesseurs, Rodríguez Zapatero ou, pire, Felipe Gonzales.

Ce désaccord ne pouvait donc que conduire à de nouvelles élections ; hypothèse que Pablo Iglesias, le jeune patron de Podemos, envisageait avec un optimisme peut-être un peu excessif : « Si nous allons vers de nouvelles élections, nous pensons avoir beaucoup de chances de les gagner » disait-il à *Libération* en janvier 2016. Hélas, le message des électeurs lors des élections de juin dernier fut fort différent et l'alliance de Podemos avec Izquierda Unida (IU) qui, arithmétique-

quement, avec près d'un million de voix récoltées par IU en décembre, devait permettre à la coalition d'augmenter son score, s'est finalement traduit par le résultat opposé : la perte d'un million de voix par rapport au score du seul Podemos aux élections précédentes. Après coup, on peut se demander si l'obsession du « sorpasso » (l'objectif d'Iglesias de surpasser en voix le PSOE) n'a finalement pas favorisé la survie d'un système où se mélangent monarchie et catholicisme version Opus Dei, qui caractérise immuablement, depuis le franquisme, la très réactionnaire droite espagnole.

L'éthique selon l'Union européenne

L'annonce de l'embauche de l'ancien président de la Commission européenne (CE), José Manuel Barroso, par *Goldman Sachs* a ému l'opinion publique, vu le rôle que cette banque d'affaires avait joué, avec le précieux concours de Mario Draghi, à la fois dans la manipulation du budget de la Grèce pour assurer son entrée dans l'Union européenne et dans le déclenchement de la crise des *subprimes* qui, depuis presque une décennie, continue à secouer l'économie mondiale. Face à l'indignation suscitée par cette nomination, le président de la CE, Jean-Claude Juncker, sollicite l'avis du Comité d'éthique *ad-hoc*, qui décrète que l'ancien président de la CE n'a pas violé les règles qui doivent présider au comportement des anciens responsables. Dans un aveu pathétique de sincérité et dépassant ses attributions, ledit comité reproche à Barroso « *qu'en agissant ainsi, il déclencherait des critiques et risquerait de nuire à la réputation de la Commission, et de l'Union en général* ». Autrement dit, ce qui est critiquable, selon ces experts en « éthique », n'est pas le fait que Barroso devienne conseiller d'une banque connue pour son comportement mal-

honnête, après avoir exercé des fonctions censées réprimer justement ce genre de pratiques, mais que ce fait puisse nuire « *la réputation de la CE et de l'UE* ». Pour cette Commission, l'importance est de protéger la Commission et non pas de punir l'indécence de Barroso !

Mourir au Maroc aujourd'hui

Fin octobre, Mouhcine Fikri, un jeune vendeur de poissons, mourait atrocement broyé par un camion à ordures lorsqu'il cherchait à récupérer sa marchandise confisquée et jetée à la poubelle par des fonctionnaires qui reprochaient à ce petit commerçant de ne pas respecter les règles de commercialisation de ce produit. Cet accident a servi de catalyseur à des dizaines de milliers de personnes qui ont manifesté leur révolte dans toutes les villes du Maroc et en particulier dans la région du Rif où l'incident eut lieu. Or, ce sont des centaines de milliers de Marocains, jeunes et vieux, qui doivent survivre par la débrouille et, si le Roi a réagi immédiatement cherchant à punir les fonctionnaires impliqués dans la répression du vendeur, ce n'est pas seulement parce qu'il craignait que le scénario tunisien (la mort d'un marchand de fruits et la révolte qui en a suivi ont conduit à la fin du régime de Ben Ali), se reproduise, c'est aussi par crainte des Rifains et leur légendaire disposition à la révolte. Le Rif est la terre du grand révolutionnaire Abdelkrim, le premier des anticolonialistes du tiers-monde qui combattit les troupes de Franco et de Pétain dans les années 1920 et dont les émules firent de même en 1958 contre l'armée de Moulay Hassan, le futur Hassan II et père de l'actuel Mohamed, au prix de dizaines de milliers de morts. Il a donc raison, le fiston, de retenir les leçons de l'histoire. ■

Cette édition du DR a été bouclée avec un peu de retard en attendant le résultat des élections aux États-Unis que nous traiterons plus longuement dans le prochain numéro.

Ralph Hamers CEO d'ING :

« Des choses excitantes sont en train de se passer... » Jean-Claude Melin

En dépit de l'engagement de la direction pris lors d'une précédente restructuration de ne plus réduire l'emploi en 2016, en dépit aussi de 904 millions d'économies réalisées en comparaison avec 2015, plusieurs milliers d'emplois sont menacés par la restructuration en cours chez ING. Cette menace prend la forme de licenciements secs ou d'évolution du statut de certaines agences en sous-traitance impliquant des conditions de travail et salariales dégradées.

Cette situation ne vient pas de la réduction des marges suite à la politique de la BCE à l'origine des taux extrêmement bas que connaît le marché, mais plutôt d'une politique menée avec constance depuis la reprise de la BBL par ING Pays-Bas : vider la filiale belge de ses ressources et ce, via des transferts financiers, d'activités rentables et de savoir-faire.. Grâce à ces manipulations et aux dividendes qui en résultent, on estime que ING Pays-Bas a bénéficié de plus de 7 milliards d'euros. Par ailleurs, ING Belgique a bénéficié de près de 2 milliards d'intérêts notionnels et d'un taux d'imposition de seulement 12 %.

La direction de la banque a, de plus, imposé une politique de modération salariale et de surcharge de travail pendant les années 2013 et 2014. Par contre, c'est une augmentation de rémunération de 28% que s'est octroyée le président Hamers, auteur de cet affligeant mail faisant part de son « enthousiasme » devant les « choses excitantes » en train de se passer. C'est cette même insolence patronale qui a amené le responsable des Relations Humaines d'ING,

Hein Knaapen à émettre une déclaration selon laquelle : « *une part importante des 52000 collaborateurs d'ING était devenue trop dépendante de la banque en raison de conditions de travail « royales », de primes de départ « trop élevées ».*



Aux origines du malheur

Le cas d'ING invite à se demander comment le secteur bancaire, et plus précisément financier, a pu prendre une telle importance que lui permette ces manipulations en quasi-impunité? En fait, cette évolution a été rendue possible par le processus dit de "financiarisation de l'économie", à savoir, la part croissante des activités financières dans le produit intérieur brut (PIB) des nations et ce grâce au passage graduel et constant du modèle du capitalisme industriel vers le capitalisme financier. Dans le premier axé sur la production de biens, le capital est consacré principalement à l'expansion de la production, tandis que dans l'autre, la seule circulation du capital engendre des bénéfices, grâce à la spéculation¹.

La financiarisation de l'économie dans laquelle nous sommes "plongés" résulte de mesures politiques prises pour sortir des situations de crise du capitalisme mondial. On peut dire qu'elle a commencé en 1971, lorsque suite aux énormes dépenses dues à la guerre du Vietnam, les EU ont dû les financer par émissions massives de dollars.. Le président Nixon a dû décider de mettre fin à la convertibilité du dollar car il ne savait plus garantir le taux de change de l'étalon or fixé à 35 US dollars l'once depuis les accords de Bretton-Woods et les taux de change entre les monnaies sont alors devenus flottants. Depuis lors la gestion de la monnaie et la concentration du secteur bancaire sont devenus

incontrôlables. Aujourd'hui, les 20 plus grandes banques, soit 0,25% du nombre total, représentent 50% des actifs de l'ensemble des banques européennes. Du fait que les activités de dépôt et de spéculation coexistent au sein des ban-

ques, la faillite de ces établissements peut signifier la faillite des millions d'épargnants. En attendant, le système capitaliste est passé de crise en crise mais sans jamais abandonner son dogme de base: faire du profit maximum en exploitant les travailleurs, en spéculant sur les taux de change, sur les dettes des États, ou sur les créances douteuses des banques. Et tout ceci avec non seulement la complaisance mais la complicité ouverte des politiciens de l'Union européenne que, via leurs traités contraignants, ils ont tout fait pour faciliter l'hégémonie du capital financier sur les économies nationales.

Rien de surprenant dès lors de constater qu'une société financière comme ING, qui selon ses comptes obtient des bénéfices de plus d'un milliard d'euros annuels (avant impôt) et dont presque 70 % vont dans les poches des actionnaires puisse perpétrer ses méfaits en toute impunité. Rien que de sombres perspectives pour les travailleurs si la domination sans réserves du règne du lucre continue. Elles risquent même de s'aggraver avec l'utilisation des avancées technologiques, le traitement numérique des données, par exemple, pourrait, selon les études de l'OCDE, impacter de 30 à 47% des emplois. Plus que jamais, forcer la redistribution des gains de productivité sera l'objet de luttes cruciales à venir. ■

¹ pratique financière consistant à tirer profit par anticipation, c'est-à-dire en pariant, sur l'évolution des prix ou des valeurs en vue d'en retirer une plus-value ou un bénéfice.

Je résiste et je soigne : soutenir la solidarité militante en Grèce

Marie-France Deprez

En octobre dernier, répondant à l'invitation de plusieurs organisations', le docteur Yorgos Vichas, animateur du mouvement des dispensaires sociaux en Grèce est venu à Bruxelles expliquer le fonctionnement de ces établissements et dialoguer avec des travailleurs de la santé en Belgique.



Le docteur Vichas est cardiologue. Il est un des fondateurs, en 2011, du Dispensaire social d'Ellinikon à Athènes. Dans la cinquantaine de dispensaires existants, travaillent des médecins de diverses spécialités, des pharmaciens, des soignants..., tous bénévoles, tous sur le même pied, assurant des soins à des patients sans sécurité sociale (35 à 40% de la population ne serait plus couverte aujourd'hui), sans emploi et sans ressources. Ces dispensaires accueillent aussi les migrants plus exclus et esseulés encore.

En 2015, le parlement européen avait décidé de décerner au dispensaire d'Ellinikon le Prix du citoyen européen. Ils l'ont refusé, leur lutte ayant précisément pour origine les politiques d'austérité imposées par le FMI, la BCE et l'Union Européenne. S'ils étaient quand même présents l'année dernière à Bruxelles, c'était pour participer aux journées contre les traités de libre-échange.

Depuis les attaques de la Troïka, la structure des soins de santé n'a cessé de se dégrader en Grèce. Aujourd'hui, un fait emblématique est que le nombre de naissances est inférieur au nombre de décès, à cause de l'augmentation de la

mortalité périnatale. L'accès diminué aux soins de santé a des conséquences directes : l'augmentation des cas de séropositivité, la réapparition du paludisme, l'arrêt des campagnes de vaccination etc. Dans beaucoup de familles, il faut choisir entre manger et se soigner.

Si c'est face à cette situation que les dispensaires sont nés, comme l'a rappelé le Docteur Vichas, ils ne sont pas là pour remplacer le système public des soins de santé, ils doivent également faire pression pour que le secteur public reprenne son rôle. Pour ce faire, les soignants comme les patients des dispensaires travaillent avec les syndicats et les associations citoyennes contre les politiques d'austérité. Mais ce rôle politique n'est pas simple. Lors d'un déplacement à Katerini, le docteur Vichas a constaté qu'il n'y avait pas de service de soins intensifs dans le dispensaire. Dans un hôpital proche, il y en avait un de 11 lits mais cet hôpital est fermé... car l'État n'y a plus engagé de médecins ! Le Dr. Vichas a alors interpellé le ministère à ce propos et la seule réponse qu'il ait obtenue est qu'il n'avait rien à faire là.

Si l'arrivée au pouvoir de Syriza a permis quelques temps aux dispensaires de voir leur tâche allégée, l'acceptation par le

gouvernement du nouveau mémorandum l'a de nouveau alourdie ! Alors que des lois nouvelles sont votées, on ne peut les appliquer car le budget ne suit pas ou qu'une loi antérieure votée sous l'instigation de l'UE n'est pas abrogée (par exemple sur le prix des médicaments).

Les soins de santé ne sont pas les seuls à souffrir des lois européennes, on retrouve des coupes sombres dans l'enseignement, la justice... 2,5 millions de Grecs vivent sous le seuil de pauvreté, les pensionnés aussi sont touchés, alors que parfois des familles entières survivent grâce à eux puisque tant de jeunes sont sans emploi ! En octobre, nous avons vu des pensionnés se dresser contre les politiques d'austérité et... se faire gazer par les CRS du gouvernement !

Dans plusieurs secteurs de la société des actions de solidarité militante sont menées : des écoles de devoirs, l'enseignement du grec aux migrants et à leurs enfants, la reprise d'usines par les travailleurs (le cas de Viome est le plus connu)... Pour le docteur Vichas, ces actions dans différents secteurs ont déjà des connexions pratiques sur le terrain mais doivent encore être coordonnées. Elles constituent une résistance à la politique imposée par l'UE et, acceptée par les gouvernements grecs, y compris l'actuel. On peut voir ces dispensaires sociaux, ces usines récupérées... comme ce qui reste du large mouvement de lutte contre les mémorandums mais aussi comme l'embryon d'un mouvement de résistance aux politiques d'austérité et au système qui les impose. ■

**Faire connaissance avec le Parti Communiste ?
Contactez-nous via notre site internet
www.particommuniste.be**

¹ la CGSP-ALR (soins de santé), l'initiative de solidarité avec la Grèce qui résiste, le CADTM, les caravanes solidaires avec la Grèce en France et Elleniko-Friends avec le cercle culturel Garcia Lorca

La Russie est-elle de droite ou de gauche ?

Jean Van Hees

*Dans nos milieux bien-pensants, à gauche comme à droite, Poutine doit être cloué au pilori. Et sa Russie, le nouvel « Empire du Mal », héritier de la « dictature » soviétique, ne mérite pas un meilleur sort au vu de ses crimes en Ukraine, en Syrie et ailleurs... Mais voyons ! Pourquoi, à l'opposé de Poutine, Boris Eltsine était-il si apprécié à l'Ouest et si impopulaire en Russie ? Bruno Drweski, dans son ouvrage « La Nouvelle Russie est-elle de droite ou de gauche ? » peut nous aider à voir plus clair. **

Partant de l'analyse des classes sociales en Russie, l'auteur réintroduit les notions de bourgeoisie nationale par opposition à celle de bourgeoisie compradore. Poutine, ayant reçu en héritage une Russie exsangue après le dépeçage de l'URSS par Eltsine, n'a eu de cesse de combattre la branche la plus « occidentalisée » des oligarques et de chercher à restaurer une nation en détresse. La Russie a ainsi commencé à redevenir une véritable fédération, sa culture étant le produit de la convergence d'une multitude d'ethnies, de cultures, de religions où aux croyances orthodoxes s'ajoutent celles des quinze millions de musulmans et de deux républiques de confession bouddhiste. Par ailleurs, contrastant avec un monde occidental foncièrement adepte de l'individualisme et de l'hédonisme, la Russie connaît un retour vers un certain conservatisme sociétal sous l'influence orthodoxe ; évolution qui sert à nourrir des campagnes antirusse.

En vérité, ce qui irrite l'Amérique, c'est de retrouver une Russie qui ne fait plus

preuve de l'extrême docilité de la période Eltsine. C'est pourquoi elle s'est lancée dans une féroce campagne de diabolisation de son actuel président et c'est cette hostilité qui a favorisé d'une certaine manière le rapprochement russo-chinois et sa prolongation vers des pays émergents du BRICS. Cette évolution permet à Poutine et ses proches de renforcer le pôle eurasiatique et de résister à la politique des USA visant, depuis 1991, la désintégration de l'État russe après avoir remporté haut la main ce qu'il était convenu d'appeler la guerre froide...

Plus énervant encore pour les nostalgiques de la guerre froide est le fait que la Russie d'aujourd'hui ne rejette plus en bloc son passé soviétique. Mille et une traces en demeurent encore vivaces avec, en plus, un puissant parti communiste qui s'avère un atout pour renforcer une politique de souveraineté et de défense de la paix dans un environnement marqué par les provocations militaires de l'OTAN. Dans ce contexte, la crise syrienne a une importance qui dépasse la question purement géostratégique ; elle est devenue un test définitoire de l'avenir des relations internationales. On a rarement vu, en effet, un interventionnisme aussi effronté tel celui des grandes « démocraties » occidentales violant l'intégrité territoriale de la Syrie sans la moindre gêne à la différence de la Russie dont l'intervention a été sollicitée officiellement par le gouvernement de ce pays. Demande acceptée par la Russie non seulement parce qu'elle venait d'un allié mais aussi en défense de ses propres et légitimes intérêts.

À ce propos, comme le dit si bien Drweski en analysant les motivations des dirigeants russes : " Ils ont des objectifs prioritaires qui sont, bien sûr dictés par les intérêts immédiats et éloignés des questions strictement morales. Ce sont les intérêts opportunistes d'une bourgeoisie locale qui veut, à l'heure de la mondialisation capitaliste, contrôler sa part du gâteau et la voir grandir, alors que la table des grands en concentre un maxi-

mum et que la règle incontournable de la baisse tendancielle des taux de profits est à l'œuvre, au niveau mondial comme au niveau national, d'où la multiplication des guerres... ».



Russie de droite par conséquent ? Oui, sauf que... Sous Poutine, la branche de l'oligarchie pro-américaine a perdu des plumes et la Russie n'est plus sous le contrôle hégémonique sans partage d'une bourgeoisie compradore. Poutine mène une politique de restauration nationale, s'appuyant sur une bourgeoisie sensible à son projet national. A cet égard et sur le plan de sa politique internationale, la Russie est plus proche de la gauche que de la droite... Comme le dit encore Drweski, « On peut donc considérer que, sans plus être à l'avant-garde des forces de progrès social et humain, la Russie joue un rôle plutôt progressiste dans le rééquilibrage des relations internationales... ».

Russie de gauche alors ? Ce serait assez naïf de le croire, tant il est évident que le régime au pouvoir est bien installé dans le cadre du capitalisme. Poutine a certes restauré une certaine dignité nationale à l'État russe, mais à un État adossé confortablement sur une bourgeoisie qui lui est proche ! Et sur ce plan, strictement rien de plus. Mais on est quand même réconforté à l'idée de constater que, comme le montre l'excellent analyse de l'auteur, lorsque l'OTAN, sous la direction des faucons de l'administration Obama, semble vouloir continuer à préparer les guerres du 21^e siècle, la Russie de Poutine résiste avec une diplomatie qui à la vertu de démontrer que l'on peut affronter avec sérénité les provocations occidentales sans pour autant abdicuer dans la défense des principes. ■

* Editions Delga, Paris 2016

Des murs, des clôtures et des hommes

Freddy Guidé

Il y aura bientôt 27 ans, le 9 novembre 1989, que le mur de Berlin s'effondrait sous les efforts conjoints du pape Jean-Paul II et du Président des États-Unis, Ronald Reagan. Quelques mois plus tôt, le régime de Budapest, en voie de libéralisation, avait décidé début mai de démanteler progressivement le Rideau de fer le long de sa frontière avec l'Autriche. Le 19 août 1989, une manifestation organisée à la frontière austro-hongroise, près de Sopron, avait abouti à la fuite d'environ 600 Est-Allemands.

« La fête à la frontière austro-hongroise a constitué le début de la fin de la Guerre froide. De cette brèche dans le Rideau de fer est sortie l'époque la plus libérale en matière de circulation en Europe depuis le début de la Première Guerre mondiale. Elle a engendré Schengen, une zone couvrant 26 pays où il est possible de voyager sans passeport, une terre où les postes-frontières intérieurs se sont transformés en stations-essence et magasins de confiserie. »

Comme le souligne le Telegraph, le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl, au pouvoir au moment de la Réunification, a un jour déclaré que *« c'est en Hongrie qu'a été retirée la première pierre du Mur de Berlin »*. Reuters affirme par ailleurs que des pancartes ont été cette semaine apposées à Vienne, remerciant les Autrichiens de ne pas avoir fermé leur frontière en 1956 quand des Hongrois ont voulu fuir après l'écrasement de la révolution par l'Armée rouge.

Trente-trois ans plus tard, en juin 1989, un jeune étudiant chevelu avait prononcé, lors de la cérémonie de *« réenterrement »*

de l'ancien chef de gouvernement Imre Nagy, fusillé par le pouvoir pro-soviétique en 1958, un discours historique appelant à la tenue d'élections libres et au départ des troupes soviétiques, rappelle le Washington Post. Il s'appelait Viktor Orban. En Europe de l'Ouest, les démocrates-chrétiens applaudissent des deux mains au discours de cet étudiant. La protection et l'extension du monde chrétien sont entre bonnes mains...

Aujourd'hui, Viktor Orban est au pouvoir en Hongrie et en 2015, il décide d'ériger une clôture de barbelés coupants entre la Hongrie et la Serbie puis la Croatie et la Roumanie afin d'empêcher les migrants d'entrer sur le territoire et protéger... la civilisation de l'occident chrétien ! Ce rideau de fer nouvelle version a coûté la bagatelle de 106 millions de dollars et nécessite en permanence une armée de 900 militaires. Il mesure 4 mètres de haut. Mais Viktor Orban n'est pas l'unique trublion d'Europe car tout autour s'érigent des murs et des clôtures visant à empêcher les migrants fuyant l'oppression et la guerre de fouler son sol. Autour de Melilla, enclave espagnole dans le Rif marocain, se dresse une double barrière de barbelés de six mètres de haut. La Guardia Civil tire sur toute personne tentant de la franchir. L'édification de cette barrière a coûté 33 millions d'euros. Cependant les migrants qui réussissent à passer sont une véritable aubaine économique pour les patrons maraîchers du sud de l'Espagne...

L'Europe est érigée en véritable forteresse grillagée et emmurée pour empêcher que les hordes de pauvres nous envahissent. À Calais, Londres finance l'édification d'un mur végétalisé en béton haut de 4 mètres et long de 1 kilomètre pour sécuriser la RN16, la nationale qui mène au port et longe la « jungle », le bidonville où vivent 6 900 réfugiés selon la préfecture (plus de 9 000 selon des associations) désireux, dans leur grande majorité, de se rendre au Royaume-Uni.



Le mur, d'un coût de 2,7 millions d'euros, doit également être équipé de caméras de surveillance. À cela, il convient d'ajouter le coût des 2 000 robocops qui se relayent en permanence autour de la « jungle ». Il tirent 800 grenades lacrymogènes en 24 heures. À 40 euros le tir, faites le compte... Et cela n'empêche pas les migrants de traverser le Channel puisque, selon la police britannique, 200 d'entre eux le franchissent chaque semaine à bord d'un chalutier. La traversée coûte 1 000 euros...

La Belgique n'est pas en reste. Souvenez-vous : en février 2016, le gouvernement socialiste français avait manifesté son intention de démonter le camp de fortune des migrants à Calais. Vent de panique en Belgique, le gouvernement réinstalle les frontières et envoie des escadrons de flics pour dissuader les migrants de zoner sur la côte belge. Pardon, de vlaamse kust... On avait tellement peur que l'on a dressé à la hâte une clôture de barbelés pour tenir les hordes de barbares à distance... À Knokke, la station balnéaire la plus huppée de la côte, le comte Léopold Lippens, le frère de l'autre, bourgmestre CD&V qui tient sa commune avec une poigne de fer préconise dans Sud-press : *« Qu'on fasse un camp comme à Guantanamo. Sans les torturer. Et qu'on les envoie dans leur pays après 5 jours de détention »*... Radical.... Et dans la foulée, il encense Jan Jambon, ministre de l'intérieur (NV-A), le meilleur ministre de l'intérieur que l'on ait jamais eu...

Le mur de Berlin tombé, c'est le retour de la liberté. Et les murs qui naissent un peu partout en Europe, c'est quoi ? ■

« I, Daniel Blake » de Ken Loach

Marc Pierret

A six ans de l'âge de la retraite, Daniel Blake, un ouvrier dans le secteur du bois est terrassé par une crise cardiaque. L'avis de son médecin est sans appel : il faut suspendre immédiatement toute activité professionnelle. Le menuisier se retrouve donc sans emploi et il ne lui reste plus qu'à se tourner vers l'aide sociale, « Job Center Plus », l'équivalent du « Pôle Emploi » en France ou encore de « l'Onem » en Belgique. C'est entre ces murs qu'il rencontre Katie, mère de deux enfants fraîchement débarquée de Londres. Ces années-là, le Parti Conservateur au pouvoir mène, sous la direction de Margareth Thatcher, une politique néolibérale radicale de privatisations et de délocalisations, particulièrement funeste aux plus démunis et à la classe ouvrière en particulier. C'est un retour aux tableaux des romans de Dickens avec, en plus, la stigmatisation des pauvres, voire leur criminalisation.

C'est dans ce contexte que Daniel Blake entend faire valoir ses droits et faire prendre en considération sa situation de handicapé dès lors que son état de santé lui interdit de travailler. Dans ce processus, un sommaire examen initial ne reconnaît pas cette inaptitude et il devra se mettre à la recherche d'un emploi. Son cv manuscrit remis à l'administration est sans valeur et devra être présenté sous forme électronique. Illusoire, pour un travailleur manuel de se mettre à l'informatique ; sa maladresse dans ce domaine n'a d'égal que son aisance dans le travail du bois. Son ardeur à chercher de l'emploi ne compte pas pour les fonctionnaires puisque le cv manuscrit est remis en main propre dans les entreprises où il postule. Daniel a alors droit à des petites leçons en guise d'argument : « il y a des règles et il faut les respecter... » ou : « Il faut mériter l'aide qu'on vous octroie ! ». Autrement dit, les chômeurs profitent du système et sont responsables de leur situation.

Quant à Katie, elle se voit reprocher son retard à la convocation du « Job Center ». Fraîchement débarquée à Londres, une ville où elle ne connaît rien, elle a peine à

maîtriser l'usage des transports en commun. Pour l'Administration, ce retard ne peut s'excuser. Daniel prend sa défense et les deux trublions sont menacés de sanction puis expulsés du bureau *manu militari*. On observe que l'aide sociale n'aide en rien ceux qui ont le droit d'y faire appel et n'a rien de social. « Si vous ne trouvez pas de boulot, c'est que vous ne faites rien pour en trouver et que vous manquez d'intelligence ». C'est une politique au service des intérêts du patronat et des politiques à leur service ; un dialogue de sourds s'installe entre le cynisme d'une bureaucratie et ceux qui en sont réduits à demander de l'aide.

Une descente en enfer s'amorce pour ce couple. Grelottants de froid, tenaillés par la faim, isolés par leur pauvreté, honteux de leur adversité, ils s'escriment à faire face à leur inconfort. L'ingéniosité de Daniel réjouit les enfants grâce à un mobile fait de poissons en bois ; son sens pratique trouve le moyen de calfeutrer une fenêtre avec du film-bulles ou de bricoler une chauffe-rette avec des bougies chauffe-plat dans des pots en terra cotta... Le combat de Katie et de Daniel est le combat pour la dignité : se réchauffer et s'entraider. Si l'on perd le collectif, on perd tout !

C'est un cinéma de protestation. Le film dénonce l'injustice et la détresse qui frappe les plus faibles. Le titre à la 1^{ère} personne : *I, Daniel Blake* comme il y a 20 ans le magistral *My name is Joe* désigne en fait un collectif, la classe ouvrière. En outre, le film est traité comme une fiction plutôt que comme un documentaire, étendant son propos au-delà même des tribulations des deux protagonistes et de leur parcours semé d'embûches. Le film, d'un style dépouillé, est tourné avec une extraordinaire économie de moyens. De l'aveu du cinéaste, le casting a été déter-



minant : les acteurs sont pour la plupart issus de la classe ouvrière et il leur est demandé de jouer au plus près de ce qu'ils sont vraiment et servir au rôle politique que Loach voulait du cinéma lorsqu'il disait que « *Le moment est venu d'agiter, d'éduquer, d'organiser ; de maintenir chez les gens la colère* ».

Robert Guédigian, producteur, réalisateur militant conclut ainsi l'émission de France Inter à propos de la première du film de Ken Loach : « *Les riches adorent qu'on leur montre des pauvres ; ça leur donne envie de faire la charité. On rassemble des fonds par des bals ou des dîners. On voit que les gens qui ont de l'argent prennent plaisir à faire du bien et tiennent à ce que cela se sache. Il serait mieux de travailler à une société plus juste. Quelqu'un a dit que la charité est un refus de justice. Il faudrait qu'on travaille pour plus de justice* ». Sans le dire, ce film remet en cause des organisations purement caritatives comme les Restos du cœur ; il nous fait comprendre que lorsque la société sera plus juste, c'est la charité qui sera au chômage.. ■

Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.

Pour ce faire, vous avez le choix :

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

Charleroi : Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

Sommaire

L'INVITÉ DU DR

Résister à l'hégémonie bourgeoise
Antonio Cocciolo • pp. 2-3

SOCIAL

Caterpillar: le capitalisme dans sa splendeur
Freddy Visconti • p. 4

ACTUALITÉS

CETA : La victoire nuancée des lobbys
Anne-Marie Guillaume • p. 5

SYNDICALISME

Jobs, jobs, jobs ? Flops, flops, flops !
Martin Willems • pp. 6-7

INTERNATIONAL

Alep, Mossoul, Tel-Aviv
Vladimir Caller • pp. 8-9

ACTUALITÉS

Chronique du temps qui passe
Vladimir Caller • p. 10

ING : « Des choses excitantes sont en train de se passer »
Jean-Claude Melin • p. 11

INTERNATIONAL

Grèce : je résiste et je soigne
Marie-France Deprez • pp. 12

LECTURE

La Russie est-elle de droite ou de gauche ?
Jean Van Hees • p. 13

SOCIÉTÉ

Des murs, des clôtures et des hommes
Freddy Guidé • p. 14

CINÉMA

I, Daniel Blake, de Ken Loach
Marc Pierret • p. 15



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 12 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

ATTENTION ! Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !